République du Sénégal

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

École Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique

Filière: Ingénieurie des Travaux Statistiques

Titre:

EXPOSE D'HISTOIRE DE LA PENSEE ECONOMIQUE

THÈME: Le Monétarisme et rôle de l'Ecole de Chicago

Présenté par :
Alahassa Karl-Augustt
Diop Ndèye Fatou
Hassane Baka Oumar
Kaboré Ali
Mbodj Cheikh Adramé

Groupe 2

Année académique: 2012 - 2013

Cauchy TEXsysT

Contents

0.1 Origines 3
0.2 Quelques auteurs majeurs et leurs apports 4
0.3 Les divergences des monétaristes avec d'autres écoles 7
0.4 Opposition à l'école autrichienne 8

Introduction

L'histoire de la pensée économique s'écrit de façon progressive au cours des années. A chaque stade de son évolution, elle est marquée par des théories nouvelles qui viennent infirmer ou enrichir celles existantes. Ces différentes théories économiques sont élaborées pour la plupart au sein d'une école dont l'identifiant est la substance des travaux des auteurs l'ayant marquée. Ainsi, on distingue entre autres, l'école de Chicago ou école monétariste qui révolutionna la pensée économique à partir des années 1920 au travers de figures charismatiques du monde économique. Après avoir donné l'origine et les fondements de sa création, nous présenterons les auteurs majeurs de cette école tout en notifiant leurs travaux, puis nous finirons par les critiques apportées à cette école, et les limites des applications de leurs théories.

Présentation de l'Ecole de Chicago

Les grandes théories sont comme un lièvre pris en chasse; si vous restez au même endroit ou presque au même endroit, vous pouvez être certain qu'il reviendra vers vous.
D.H. Robertson 1956

0.1 Origines

L'École de Chicago est un groupe informel d'économistes libéraux. Ils sont généralement associés à la théorie néoclassique des prix, au libre marché libertarien et au monétarisme ainsi qu'à une opposition au keynésianisme. Leur nom vient du département d'économie de l'Université de Chicago dont la majorité des professeurs étaient membres de cette école de pensée. Dans la famille du libéralisme économique, elle s'oppose à l'école autrichienne héritière de Tocqueville et de Bastiat, et symbolisée par la figure de Friedrich Hayek. On y retrouve les auteurs tels que:

- Milton Friedman (Prix Nobel d'économie 1976),
- George Stigler (Prix Nobel d'économie 1982),
- Frank Knight
- Thomas Sowell
- Richard Posner
- Gary Stanley Becker (Prix Nobel d'économie 1992)
- Ronald Coase (Prix Nobel d'économie 1991)
- Robert E. Lucas (Prix Nobel d'économie 1995)

On limite souvent l'Ecole de Chicago aux économistes monétaristes. En fait, elle couvre aussi l'application du calcul stochastique aux marchés financiers. Les théories de l'Ecole de Chicago sont à l'origine des politiques économiques de la Banque mondiale du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, pendant lesquelles de nombreuses entreprises publiques des pays en voie de développement furent privatisées. Le département économique de l'Université de Chicago a formé de nombreux technocrates latino-américains, dont les plus célèbres, les Chicago Boys, qui avaient mis en place les politiques économiques chiliennes pendant la dictature d'Augusto Pinochet. La première école de Chicago remonte à la période 1920-1945, avec des économistes qui ne sont pas particulièrement favorables à l'économie de marché, en occurence Jacob Viner(1892-1970), Paul H. Douglas (1892-1976), Oskar Lange(1904-1965), Lloyd W. Mints et Henry C. Schultz (1893-1938), excepté Henry Simons(1899-1946), Aaron Director, Frank Knight(1885-1972). Le seconde période de 1960 à 1970, voit resurgir les idées économiques néo-classiques avec comme principaux intervenants: Milton Friedman, George Stigler, Ronald Coase, Gary Becker, Sherwin Rosen, Yale Brozen, et à une moindre mesure Lester G. Telser, Arnold C. Harberger ou Harry G. Johnson (1923-1979). Enfin, la troisième vague de l'école de Chicago, à partir des années 70 renforce la présence du monétarisme de Milton Friedman, l'école du Public Choice de James M. Buchanan, la macro-économie néo-classique de Robert Lucas, l'école économique néo-institutionnelle de Ronald Coase, la nouvelle histoire économique de Robert Fogel, l'économie néo-sociale de Gary Becker, l'analyse économique du droit de Richard Posner, et l'école financière de Chicago représentée par Harry M. Markowitz, Allen Wallis, James Lorie, Merton H. Miller et Eugene Fama.

0.2 Quelques auteurs majeurs et leurs apports

☞ Franck Knight (1885-1972)
Économiste américain, Frank Knight fait ses études à l'université du Tennessee, puis à l'université Cornell (État de New York), où il obtient son doctorat en 1916. Nommé professeur à l'université de l'Iowa en 1919, il rejoint celle de Chicago en 1927. Il y restera jusqu'en 1952, date à laquelle lui sera décerné le titre de professeur émérite. L'économie classique a longtemps été une caractéristique de l'Université de Chicago. Knight a été l'un des fondateurs de l'école dite de Chicago de l'économie; il a beaucoup contribué au développement d'une philosophie économique qui a célébré les possibilités offertes par une économie concurrentielle, largement non réglementée dans cette université. Sa philosophie économique a été profondément influencée par son point de vue de l'histoire et de sa reconnaissance du changement social. Parmi ses étudiants les plus remarquables figureront Milton Friedman, George Stigler et James Buchan. Ses apports sont constitués des théories, des articles appliqués à l'économie surtout du marché, dont certains sont jusqu'à présent enseignés dans les écoles économiques. Parmi ses apports on distingue: la théorie de l'incertitude; l'organisation économique; le principe de non intervention de l'Etat et enfin la théorie du capital.

- ✔ La théorie de l'incertitude: Knight a fait sa réputation avec son livre Risk, Uncertainty and Profit (1921) qui était basé sur sa thèse doctorale. Dans ce livre, il fait une distinction majeure entre les risques assurables et non assurables, autrement dit l'incertitude. Selon lui, le profit gagné par l'entrepreneur qui prend des décisions dans un environnement incertain est sa récompense pour avoir pris un risque non assurable. Il dit que le risque se réfère à une situation dans laquelle la probabilité d'un résultat peut être déterminée, et donc le résultat assuré. L'incertitude, en revanche, se réfère à un événement dont la probabilité ne peut être connue.
- ✔ L'organisation économique: C'est un ensemble de notes de cours publiées à l'origine en 1933. Il y mit le modèle de flux circulaire de l'économie et a souligné que des investissements seront faits jusqu'à ce que les rendements des investissements dans chaque utilisation soient égaux à la marge. C'est ce qui constituera pour lui la théorie microéconomique.
- ✔ La non intervention de l'état: Knight défie la conception d'Arthur C. Pigou selon laquelle les embouteillages justifient la mise en place d'une taxe sur l'utilisation des routes. Empreint d'une sagesse économique traditionnelle, il explique que si les routes étaient privées, les profits provenant du péage permettraient de réduire les problèmes de circulation et rendraient toute intervention de l'État superflue.
- ✔ La théorie du capital: La contribution finale de Knight est son travail sur la théorie du capital dans les années 1930. Il critique Eugen von Böhm-Bawerk et est d'avis que le capital peut être mesuré comme une période de production, et est largement pensé avoir remporté le débat sur le concept autrichien du capital.

☞ George Stigler (1911-1991)

Il travaille sur la théorie des prix en 1938 sur une base empirique avec des illustrations chiffrées. En 1946, il présente des résultats théoriques sur la programmation linéaire (qui est utilisée aujourd'hui pour les jeux de Sudoku). Mais son apport original repose sur la théorie de l'organisation industrielle, elle-même contribuant de ses apports sur la théorie de l'information, sur la théorie du package, sur la théorie de la capture et sur la théorie des effets de la régulation.

- ✔ La théorie de l'information
  Son travail majeur sort en 1961. Selon la théorie traditionnelle qui précède son apport, et selon des conditions d'optimisation, chaque bien est vendu au même prix quelle que soit sa situation géographique (si on exclut les coûts du transport). G. Stigler spécifie que cette théorie est vraie si on incorpore l'hypothèse de recherche d'informations, comme Friedrich Hayek en avait eu l'intuition en 1937; c'est-à-dire, si on inclut, au modèle (de production et de distribution), les coûts de recherche des biens et services, ainsi que les coûts de diffusion de l'information. Chaque participant du marché acquiert de l'information (prend son temps, rassemble les données ou achète de l'information) jusqu'à ce que son utilité espérée soit égale au coût d'une recherche supplémentaire. Cette démarche est volontaire et libre pour chaque acteur économique. Dans ses travaux ultérieurs, sur la rigidité des prix, sur la variation des livraisons des produits, sur les délais d'attente et des ressources inutilisées, George Stigler montre qu'il n'existe pas d'éléments inutiles sur le marché. Et, au contraire des actions publiques et d'interventions des gouvernements, ces éléments-là ne sont pas des échecs de l'économie de marché, mais, la raison même de l'existence d'une économie de marché. Modifier les facteurs d'informations hors du marché par des politiques publiques, c'est entraver, voire tuer, l'économie de marché.
- ✔ La théorie des ventes liées

  En 1968, dans son livre, **The organization of Industry**, il introduit un chapitre, *A note on block booking*. Cet article est une réaction à la décision de la Cour Suprême des États-Unis en 1962 d'interdire la pratique des ventes liées ou 'bundle' (groupement de produits) dans l'industrie du cinéma. La Cour Suprême considérait que

les compagnies de cinéma composaient un monopole en utilisant la popularité des films à succès, pour obliger les exploitants de salles de cinéma à acheter, dans le package, des films de moindre importance en même temps que le premier. L'exploitant de cinéma achète le package pour le film qui attire le plus d'audience. Au pire, il néglige l'exploitation des suivants, s'il considère que le premier lui rapporte au minimum le prix d'acquisition de l'ensemble. Quoi qu'il en soit, les coûts passés ne sont pas récupérables. George Stigler en conclut que la décision de la Cour Suprême n'est pas fondée sur une logique économique. George Stigler effectue des tests empiriques montrant que les goûts des consommateurs, mesurés grâce aux entrées de cinéma, diffèrent d'une ville à l'autre. Il valide son argument pour lequel l'industrie a un avantage de vendre en package des produits lorsque les revenus de cette offre dépasse les recettes de produits vendus séparément. Si $A + B = 20$, ceci est préférable pour le vendeur à la somme de $A = 10$ et de $B = 9$. Ses travaux sur la théorie des ventes liées (tie-in sales) sont repris par de nombreux auteurs de l'organisation industrielle : William Adams et Janet Yellen; Yannis Bakos, Erik Brynjolfsson; John Chuang, Marvin Sirbu; Randolph McAfee, John McMillan, Michael Whinston; Richard Schmalensee.

- ✔ La théorie de la capture
  La théorie de la capture (ou économie positive de la règlementation) décrit comment des groupes d'intérêts et des acteurs politiques, vont utiliser les moyens de règlementation et le pouvoir coercitif des États pour orienter les lois et les règles dans des directions qui les favorisent. Le problème est donc le suivant : l'autorité règlementaire étant soumise à l'influence des groupes de pression, elle n'est plus garante de l'intérêt général. Pour Stigler, la règlementation doit s'analyser comme la production d'un service de redistribution politique, offert par les décideurs politiques et les fonctionnaires, et demandé par les entrepreneurs et associations d'entreprises. Les acteurs étant rationnels, les offreurs maximisent leur chance de réélection, ou essaient d'obtenir par la suite des postes dans les industries qu'ils ont sous leur tutelle. Quant aux demandeurs de service, ils recherchent les privilèges de monopole que la règlementation engendre nécessairement, notamment vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. Par conséquent, le règlementateur est effectivement soumis aux intérêts des producteurs organisés. Si bien que pour limiter l'action des groupes de pression (lobbies ou associations), les partisans de l'économie positive de la règlementation proposent de soustraire à l'État ses prétentions à règlementer les activités productives. Cette théorie de la règlementation est désormais incluse dans la Théorie des choix publics. George Stigler est également reconnu dans le domaine de l'organisation industrielle. Dans les années 40, il s'intéresse au Duopole et à l'organisation industrielle. Il a analysé le fonctionnement des marchés sous l'angle des causes et des effets de la règlementation publique. Il est désormais reconnu comme le leader et pionnier des travaux empiriques des structures industrielles.

☞ Milton Friedman

Milton Friedman est un économiste américain, un théoricien mais également un leader du courant monétariste. Ses théories particulièrement contestées se déploient sur deux axes : la monnaie et le revenu. Persuadé que la liberté de fonctionnement de l'économie de marché peut engendrer un taux de croissance stable et non inflationniste, tout cela sans l'intervention de l'Etat, Milton Friedman prône "l'ultralibéralisme". Il plaide en faveur de règles automatiques régularisant la création monétaire. Il a d'ailleurs proposé une explication controversée de la crise de 1929 : la crise reposerait uniquement sur des erreurs de politique monétaire des autorités américaines. Friedman a également développé la théorie du revenu permanent. Il décède d'une crise cardiaque en 2006.

- ✔ La théorie quantitative de la monnaie et l'action de l'inflation
  Friedman est principalement connu pour ses travaux concernant la monnaie, en particulier dans sa réhabilitation de la théorie quantitative de la monnaie, qui explique les mouvements des prix par la variation de la masse monétaire. Cette théorie quantitative est ancienne, et tire ses racines des travaux de l'École de Salamanque, de Jean Bodin, de William Petty, puis d'Irving Fisher. Friedman en a offert sa reformulation moderne, dès 1956, dans un article intitulé **The quantity theory, a restatement**, en la fondant sur une analyse de la demande de monnaie liée à sa théorie du revenu permanent. Il retrouve toutefois les conclusions des formulations anciennes de la théorie quantitative : les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie, selon l'équation de Fischer. Cette équation de base de la théorie quantitativiste pose l'équivalence entre la production (Q) d'une économie pendant une période donnée corrigée par l'évolution des prix (P) ; et la quantité d'argent qui a été échangée dans l'économie au cours de la période représentée par la quantité de monnaie en circulation (M) factorisée par sa vitesse de circulation (V). Friedman pense, en effet, que les agents ont une demande de monnaie stable, car fonction de leur revenu permanent. Selon Friedman, pour les agents, la monnaie est un bien patrimonial comme les autres, et ils la demandent en fonction de leur revenu permanent, c'est-à-dire du revenu actualisé qu'ils anticipent sur leur vie entière. Par conséquent, puisque la demande de monnaie est stable, toute augmentation de l'offre de monnaie ne modifie pas les encaisses réelles des agents. Ils utilisent, par conséquent, la monnaie supplémentaire dont ils disposent pour consommer, ce qui se traduit par une augmentation des prix. De ses travaux sur l'équation de la théorie quantitative de la monnaie, Milton Friedman tira l'idée selon

laquelle l'inflation est d'origine monétaire. Il déclara à propos du lien entre inflation et monnaie : *L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production.* En conséquence, il défendit une politique monétaire basée sur l'offre de monnaie: il fut le principal avocat du monétarisme, une école de pensée économique qui, sur la base de la théorie quantitative de la monnaie, considère que l'inflation doit être contrôlée par le volume des émissions de monnaie de la banque centrale. Cette approche monétariste de la conjoncture met l'accent sur l'ajustement monétaire global à partir de données agrégées d'activité et de prix, dont elle cherche à tirer une estimation de la demande de monnaie. Il défendait donc une réduction du rôle du gouvernement dans le domaine économique. Milton Friedman affirme également que les interventions discrétionnaires d'une banque centrale ne peuvent qu'ajouter à l'incertitude sur la demande; il a donc (tout en admettant qu'on pourrait fermer les banques centrales) prôné une politique monétaire dont tous les acteurs économiques pourraient raisonnablement prévoir les effets, par exemple la hausse régulière d'un indicateur de masse monétaire jugé représentatif. Pour résumer sa pensée envers les banques centrales, il déclara: *La monnaie est une chose trop importante pour la laisser aux banquiers centraux* , Milton Friedman, **Capitalism and Freedom**.

- ✔ Théorie du revenu permanent :
  La théorie du revenu permanent ou l'hypothèse du revenu permanent est une théorie de Milton Friedman, élaborée en 1957, période où la doctrine keynésienne est dominante. Dans sa forme la plus simple, la théorie stipule que les choix effectués par les consommateurs sont dictés non par leur revenu effectif actuel, mais par leur estimation de revenu à long terme. Par la même occasion, Friedman introduit en économie la notion de revenu et consommation permanente. Du reste, cette théorie est construite pour remettre en cause la fonction de consommation keynésienne. Elle s'enregistre dans ce que les économistes appellent fonction de consommation. Friedman, dans ses observations, arrive à la conclusion selon laquelle le revenu réel n'est jamais régulier, la consommation des ménages est plus stable dans le temps que ce dernier. Une baisse de revenu ne correspond pas toujours à une baisse de consommation. Selon lui, cette situation trouve son explication dans la réalité selon laquelle la consommation n'est pas seulement fonction du revenu courant, mais des revenus (revenus passés et revenus futurs c'est-à-dire la richesse de l'agent). Donc, les agents ne déterminent pas leur consommation courante en fonction du revenu courant, mais plutôt du revenu permanent, qu'il définit comme étant la somme qu'un consommateur peut dédier à sa consommation en maintenant constante la valeur de son capital. La différence entre le revenu permanent, et le revenu courant (effectif) est appelé revenu transitoire. La principale implication de cette vision est l'effet de lissage inter-temporel, de sa consommation notamment, par l'agent économique. Par ailleurs, cette théorie se vérifie statistiquement. Franco Modigliani a développé une théorie similaire appelée Théorie du cycle de vie.
- ✔ Une nouvelle conception du rôle de l'État dans l'économie
  Il défendit également le retrait du gouvernement du marché des changes et promut les taux de change flottants. Il écrivit en particulier en 1953 un article, **The Case for Flexible Exchange Rates**, qui théorisait des idées qu'il exprimait depuis plusieurs années. Il y justifie le recours aux changes flottants par l'ajustement que ce système permet entre les devises des pays inflationnistes et des pays non inflationnistes. Ces travaux furent particulièrement remarqués, car ils remettaient en cause la validité des politiques conjoncturelles de relance de la demande et le multiplicateur d'investissement keynésien. Il considère en essence qu'il existe un taux de chômage naturel, lié aux imperfections du marché du travail dont l'intervention étatique qui bouleverse la libre fixation des salaires. Étant de nature structurelle, ce taux de chômage ne peut être réduit par des politiques conjoncturelles et l'injection de liquidités débouche fatalement sur l'inflation selon Friedman. Il a également développé dans ses **Essais** un problème inhérent à toute politique conjoncturelle : l'action gouvernementale arrive toujours trop tard selon Friedman, en raison du temps nécessaire pour prendre la mesure de la situation et du temps nécessaire pour que les mesures aient des effets. L'action gouvernementale serait donc *in fine* néfaste, relançant l'économie alors qu'elle est déjà sortie de la crise et de ce fait favorisant la surchauffe ou, dans le cas inverse, précipitant l'économie dans la crise. Ces travaux remettaient donc en cause le bien-fondé des politiques de relance keynésiennes.

Les divergences des monétaristes avec d'autres écoles

Deux attitudes s'opposent quant aux conditions dans lesquelles
s'ajustent l'offre et la demande de monnaie. Pour les uns (quantitativistes et Keynes)
la quantité de monnaie est fixée par le système bancaire de façon indépendante...
Pour les autres (Banking school et Wicksell), les banquiers ne fixent pas une quantité,
mais un prix. Le système bancaire adopte un taux (ou ensemble de taux) sur le marché monétaire
et il prête ensuite tout ce que les emprunteurs demandent à condition qu'ils offrent des garanties suffisantes.
Jacques Le Bourva, 1959.

0.3 Les divergences des monétaristes avec d'autres écoles

0.3.1 Opposition aux Keynésiens

Dans la grande famille des économistes libéraux, une ligne de partage plus ou moins nette se dessine depuis le début de la science économique entre ceux qui tentent de penser l'économie sans la monnaie, en tout cas en la neutralisant le plus possible et ceux qui la prennent en compte, surtout pour en corriger les aspects perturbatifs. Cette deuxième série d'économistes, dominante à l'heure actuelle chez les économistes libéraux, est poussée surtout à faire de propositions alternatives de politique économique face aux approches inspirées du keynésianisme, qui lui, prend en compte le caractère actif de la monnaie dans l'économie, au point de l'utiliser pour agir sur ses évolutions. Apparu à la fin des années 1940, le monétarisme est impulsé par Milton Friedman (Essais d'économie positive, 1953; Inflation et systèmes monétaires, 1968), de l'Université de Chicago, comme une réaction contre l'influence de Keynes et la préférence keynésienne pour la politique budgétaire au détriment de la politique monétaire. L'école monétariste, représentée par Milton Friedman est soucieuse de limiter au minimum l'intervention de l'État et rejette les politiques fiscale et budgétaire keynésiennes en prônant l'usage de la politique monétaire.

Divergence sur les forces opérant sur la demande globale

La controverse porte surtout sur la demande de monnaie, "éclatée" chez Keynes et que Friedman tente de réunifier en montrant le lien entre demande de moyens de paiement en biens réels et la thésaurisation et la spéculation. Le monétarisme apparaît alors comme une pensée originale intégrant (contre les canons classiques) le réel et le monétaire, affirmant la stabilité et l'unité de la demande de monnaie, endogénéisant l'offre de monnaie. Contrairement à Keynes et d'une façon identique à Maurice Allais (1966), Milton Friedman en 1970 montre que la fonction de demande de monnaie est stable; elle est un actif rentrant dans le patrimoine et dépend d'un nombre limité de variables (par ex. les taux de rentabilité des titres, les plus values anticipées) contrairement à la consommation. Pour les keynésiens, la relation la plus stable est la fonction de consommation d'où dérive le multiplicateur d'investissement, le concept central étant la propension marginale à consommer (et la loi psychologique fondamentale). Pour les monétaristes, la fonction macroéconomique la plus stable est la demande de monnaie; le concept le plus important, la vitesse de circulation de la monnaie. En d'autres termes, il existe une stabilité dans le comportement vis à vis des encaisses, $\frac{1}{v}$ et v sont constants. La vitesse de circulation de la monnaie est $v = \frac{PY}{M}$ (avec Y le revenu courant, M la masse monétaire, P la production); la stabilité de v équivaut à la stabilité de la demande de monnaie, et surtout de $\frac{M}{PY}$ (égal à $\frac{1}{v}$), le rapport des encaisses réelles au revenu. On assiste de 1880 à 1945 à une augmentation de ce rapport (la masse monétaire de 2 mois et demi de revenu est passée à 7 mois de revenu). Ce qui voudrait dire que la monnaie est liée au niveau de vie et qu'elle est un bien de luxe.

⇒ Les keynésiens mettaient l'accent sur les achats de titres financiers et donc des variations de taux d'intérêt .Pour les monétaristes, les agents économiques achètent en plus des titres réels et privilégient l'effet de richesse. En cas de variation du taux d'intérêt, cet effet déplace directement la fonction de consommation. Pour les keynésiens, le taux d'intérêt agit sur l'investissement, compte tenu d'une élasticité donnée.

⇒ L'instabilité de court terme s'oppose à la stabilité de long terme. On se souvient que cet effet de richesse ou de patrimoine s'inscrit dans une théorie du revenu permanent. Si dans le court terme, une forte expansion se produit, le rapport $\frac{M}{PY}$ baisse car le revenu courant Y s'accroît plus vite que le revenu permanent. A l'inverse, en cas de récession et de baisse du revenu, on constate une hausse du rapport de $\frac{M}{PY}$.

Divergences à propos du comportement de la fonction d'offre globale

La seconde différence importante concerne le comportement de la fonction d'offre globale. Les économistes keynésiens mettent en avant l'inertie des prix et des salaires. Les monétaristes considèrent par contre que les keynésiens exagèrent cette rigidité des prix, et des salaires et, ils considèrent donc que la courbe d'offre globale, même si elle n'est pas totalement verticale, l'est en tout cas beaucoup plus que celles postulées par les keynésiens. Comme ils ont une vision différente de la fonction d'offre globale, monétariste et keynésienne en tirent des analyses différentes des impacts à court terme des variations de la demande globale sur le produit et sur les prix. Les monétaristes considéreront au contraire que ce même changement fera varier les prix plutôt que les quantités.

0.4 Opposition à l'école autrichienne

La tradition libérale est généralement associée à deux écoles contemporaines de pensée économique. D'un côté, l'école de Chicago, dont le représentant le plus fameux fut sans doute Milton Friedman. De l'autre, l'école autrichienne dont Friedrich Hayek fut la figure la plus reconnue. On est souvent tenté d'ignorer ou de diminuer leurs différences, peut-être pour des raisons stratégiques. Il devrait néanmoins être clair que les affinités entre les deux écoles sont largement surestimées, chez les libéraux comme chez leurs adversaires, et superficielles quand elles existent bien. L'importance conceptuelle, stratégique et pratique de ces considérations peut difficilement être sous-estimée. L'opposition de l'école classique et l'école autrichienne se teint sur différents niveau.

Un désaccord épistémologique

Tout d'abord, le fait est que les deux écoles sont en désaccord fondamental d'un point de vue épistémologique. Comment découvre-t-on des "lois économiques" si cela est possible? Qu'est-ce qu'une preuve en la matière et comment valide-t-on les propositions? Sur ces questions, entre autres, Chicago et Vienne sont irrémédiablement opposées. Cette opposition a été mise en évidence dans l'œuvre **Essays in Positive Economics** de Milton Friedman et celui de Friedrich Hayek **The Ultimate Foundation of Economic Science** . Quelles sont les implications de ce fait? Il signifie que même lorsque les deux écoles arrivent à des conclusions similaires, elles ne peuvent pas avoir toutes raison. Au moins une est dans l'erreur. Si la conclusion est correcte, elle a été faussement démontrée.

Négliger les différences d'approches entre les deux écoles parce qu'elles aboutiraient aux mêmes conclusions revient à dire qu'on se fiche de la question épistémologique fondamentale. Certains rétorqueront: *Et alors? Quelle importance, l'épistémologie?*. La réponse est que se moquer de la question fondamentale n'est rien moins que se moquer de la réalité. Quelle raison resterait-il alors de dérouler avec insistance un argumentaire "démontrant la supériorité" de choix politiques libéraux en termes de ses conséquences économiques? A part de rationaliser a posteriori auprès de ses interlocuteurs des conclusions qu'on avait arbitrairement choisies à l'avance, il n'y en a pas, puisque justement, on a refusé de se demander comment ces propositions pouvaient être fondées.

Les divergences sur la théorie de la monnaie.

Sur la théorie de la monnaie, les conclusions de ces deux écoles sont moins similaires qu'on ne veut bien le voir en général. C'est exactement ce à quoi on devrait s'attendre étant donné les différences de fondements épistémologiques. L'exemple le plus évident et le plus connu, que nous ne détaillerons pas ici, est l'analyse de la politique monétaire et des crises économiques. A la recherche des causes de la crise de 1929 et du marasme qui a suivi, les deux écoles se sont certes accordées à expliquer que cela avait forcément quelque chose à voir avec la politique monétaire. Mais les affinités s'arrêtent là. En réalité bien sûr, les monétaristes friedmaniens sont d'avis que la FED a à l'époque failli à créer assez de monnaie. C'est Anna Schwartz et Milton Friedman **A Monetary History of the United States, 1867-1960**, contre Murray Rothbard **America's Great Depression**. Cet exemple reflète des conceptions très différentes de la monnaie et de la macroéconomie en général. Si quelqu'un se demande encore pourquoi on devrait se casser la tête avec ces débats abstraits, il va sans dire que l'identification des causes et remèdes non seulement de la grande dépression mais de la crise actuelle en dépendent.

Au contraire, les autrichiens pointent généralement du doigt la création monétaire des années 20 comme la source principale de distorsions massives qui appelaient un jour ou l'autre un douloureux retour à la réalité. Pour eux, le remède monétariste ne fait qu'ajouter au problème initial.

Des conceptions radicalement différentes de l'économie du droit.

L'exemple qui suit est moins connu mais d'une importance fondamentale pour ses implications politiques et sociales. Alors que l'autrichien Murray Rothbard remettait au centre des réflexions tant économiques qu'éthiques la propriété dès les années 1960, on faisait de même du côté de Chicago avec Ronald Coase, Harold Demsetz et Richard Posner. Et on arrivait à des conclusions radicalement différentes. Bien sûr, si on se contente de dire que la propriété doit avoir une place centrale dans l'analyse, on aura l'illusion d'une communauté de pensée entre les deux écoles. En effet, dans les deux cas, il est question des "droits de propriété" comme clé des conditions de la prospérité. Sauf qu'il faut bien se rendre compte que lorsqu'on parle du respect des droits de propriété sans plus de précision, on ne dit pas grand chose. Tout régime politique définit et défend une certaine configuration de droits de propriété. Aucun ne peut être neutre en la matière. Un régime socialiste de type soviétique par exemple, ne nie aucunement la propriété. Que le mot soit banni de la rhétorique de ses défenseurs ne peut rien y changer. La différence entre tous les régimes possibles est la réponse aux questions "qui est propriétaire de quoi? Qui décide pour qui ce de qu'on fait avec quoi?". Même le régime soviétique a apporté sa réponse, de nature collectiviste et totalitaire, à ces questions. La réponse libérale est classiquement qu'on doit reconnaitre à chaque homme la pleine "propriété" de son corps ou, dit autrement, la libre disposition de soi. Ensuite, la séquence logique des appropriations légitimes se décline de la manière suivante. Les premiers occupants de ressources trouvées dans leur environnement naturel en deviennent propriétaires en y "mêlant leur travail", pour employer l'expression bienvenue de John Locke. Puis ils deviennent propriétaires des biens qu'ils produisent en transformant ces ressources. Ensuite, ils peuvent devenir propriétaires des biens produits par d'autres par le don ou l'échange volontaire de leurs produits. De là la défense du "marché libre", réseau des échanges volontaires entre adultes consentants et la condamnation du meurtre, de l'esclavage, du viol, du vol, etc., qu'ils soient initiés par des personnes privées isolées, par des organisations mafieuses ou même institutionnalisés par l'État. Du point de vue de la théorie économique, la question est grosso modo la suivante. Quelle différence cela fait en termes économiques que les droits de propriété soient assignés de telle ou telle manière? Autrement dit, quel est l'impact de tel ou tel régime sur le bien-être des personnes? Les conditions de la prospérité sont-elles favorisées en présence d'un régime libéral par rapport à un autre? Pour les autrichiens, les conclusions en la matière sont sans ambiguïté. Alors que la première mise en valeur, la production et l'échange volontaire bénéficient subjectivement à toutes les personnes impliquées, l'emploi de la force privée ou institutionnalisée garantit au contraire que les gains subjectifs des uns aillent de pair avec les pertes des autres. Et plus le régime est libéral, plus les conditions de la prospérité sont réunies et les niveaux de vie élevés car la division du travail peut opérer à plein et être correctement orientée vers la satisfaction des gens en tant que consommateurs. A contrario, les incitations à une première mise en valeur, à la production et à l'échange volontaire sont diminuées dès lors que l'expropriation de leurs fruits est institutionnalisée et donc anticipable. La division du travail est alors entravée et redirigée vers la satisfaction des bénéficiaires des coups de force.

Critiques sur le monétarisme: faillite du modèle et illusion de la stabilité des prix

Rien de tel que l'échec pour prouver la faillite d'une théorie.
Edmar L. Bacha

L'on n'a pas compris très tôt la faille fatale dans le raisonnement de Friedman, celle qui a fait que la tentative d'application du monétarisme orthodoxe a partout échoué : la passivité endogène du crédit, c'est-à-dire que : " le désir d'emprunter et la solvabilité de celui qui désire emprunter sont les contraintes dominantes, et que les réserves n'ont qu'un rôle très secondaire, loin du mythe des banquiers centraux déterminant le niveau d'activité". En fait, le niveau de réserves n'influe qu'à peine les décisions par les banques de prêter. Le montant de crédits en cours est plutôt déterminé par l'empressement des banques de fournir des prêts, fondée sur le compromis profitabilité/risque perçu, et par la demande pour ces prêts. La disponibilité globale des réserves ne contraint pas directement l'expansion du crédit. La raison est simple : afin d'éviter une volatilité extrême du taux d'intérêt, les banques centrales fournissent des réserves sur demande du système. Dans cette perspective, un minimum obligatoire de réserves, en fonction de leur rémunération, affecte le coût de l'intermédiation de ces prêts, mais ne contraint pas l'expansion du crédit quantitativement. La principale contrainte exogène sur l'expansion du crédit est l'obligation d'un minimum de fonds propres. De la même façon, une expansion des réserves en excès de toute obligation ne donne pas aux banques plus de ressources pour prêter. Cela change seulement la composition des actifs liquides du système bancaire. Étant donné la très haute substituabilité entre les réserves bancaires et d'autres actifs gouverrnementaux détenus pour des objectifs de liquidités, l'impact peut être au mieux marginal. Cela est vrai dans des conditions tant normales que de tensions. Significativement, les réserves excessives ne représentent pas des ressources oisives, et, ne doivent être perçues comme quelque peu rejetées par les banques (encore une fois, rappelez-vous que notre notion d'excès se réfère à une détention au-dessus du minimum requis). Lorsque le coût d'opportunité de réserves excessives est nul, soit parce qu'elles sont rémunérées au taux directeur ou parce que ce dernier heurte le plancher inférieur du taux zéro, elles représentent simplement une forme d'actifs liquides pour les banques. Soyons clairs : cela ne signifie pas que les banques centrales sont impuissantes à influencer les prêts bancaires. Dans des situations où les prêts sont initialement limités par des contraintes significatives de financement au niveau de la banque – soit par illiquidité des actifs soit par impossibilité d'emprunter – des interventions palliant à cela faciliteront les prêts bancaires. Ainsi, contrairement à l'affirmation populaire que des injections de réserves excessives dans le système bancaire sont inefficaces lorsque le mécanisme de transmission du crédit ou multiplicateur monétaire est « brisé », c'est précisément dans de telles situations que leurs chances d'avoir un quelconque impact sont les plus fortes. Mais, le mécanisme sous-jacent fournit les banques en actifs liquides, qui liquéfie leurs bilans comptables à un moment où le marché n'est pas préparé à le faire. Les réserves constituent simplement un actif possible parmi beaucoup d'autres pouvant servir à cet objectif. Ce n'est pas le crédit privé qui serait toujours prêt à s'étendre à tout va et la banque centrale se contentant de tirer parfois les reines ou de lâcher la bride, mais au contraire la devise de l'État qui vivifie l'économie ou la dévitalise et la banque centrale n'a que le rôle très secondaire de moduler la démultiplication de l'utilisation de ces devises par le crédit (on solde à crédit beaucoup plus de transactions avec autant de devises).

Divers éléments étaient entrés en scène par l'application des idées monétaristes: .

1. Premièrement, le prestige intellectuel croissant du monétarisme à l'échelle mondiale et d'une approche monétaire des problèmes de la balance des paiements;

2. deuxièmement, l'incapacité politique de maintenir une politique de contrôle des salaires dans le contexte d'une idéologie économique hostile à tout contrôle des prix;

3. troisièmement, l'accumulation de réserves de change appréciables à quoi venait s'ajouter la perspective d'un accès illimité aux marchés financiers internationaux;

4. quatrièmement, la possibilité de créer un moyen indirect de discipliner l'expansion du crédit intérieur et, partant, de maîtriser la croissance du déficit budgétaire de l'État.

Malheureusement, tout ceci a été mis en échec. En outre, dans la théorie quantitative, les coûts de chômage sont au premier plan des préoccupations. Les partisans de l'approche monétaire remettent à plus tard les calculs de ce coût, au prix d'une dette extérieure de plus en plus lourde. On peut dire, à la décharge des « anciens monétaristes », qu'à leur départ ils laissaient au pays quelques réserves de change lui permettant de prendre un nouveau départ en appliquant une politique plus raisonnable. E n revanche, le seul legs des partisans du monétarisme mondial , une fois leur œuvre achevée, semble être les factures à payer. En Argentine, la mort du monétarisme intégral, au début de l'année 1981, a été politiquement plus spectaculaire qu'au Chili (au milieu de l'année 1982) ou en Uruguay (vers la fin de 1982). Cependant, il convient de souligner que, dans les trois cas, une forte surévaluation des taux de change avait résulté de cette tentative de maîtriser l'inflation intérieure par un arbitrage des prix internationaux.

Le monétarisme n'a pas fonctionné en Amérique latine. La réponse à cette question doit être cherchée en grande partie dans le fait que la formation des prix et des salaires intérieurs dans une économie en développement à forte inflation est le résultat de processus sociaux beaucoup plus complexes que les adeptes du monétarisme mondial ou local ne sont disposés à l'admettre. Le déficit des finances publiques était incontrôlable, et qu'au Chili l'indexation des salaires était incompati ble avec la politique des taux de change appliquée (McKinnon, 1982). Mais l'Uruguay, lui, a maintenu l'équilibre de son budget, et n'a pas indexé les salaires de manière rigide : dans ce pays, pourtant, le monétarisme mondial s'est également soldé par un échec.

Clairement, la cause fondamentale des difficultés de la balance des paiements de ces pays était interne, et que la conjoncture internationale n'a fait que précipiter la crise des changes.

Conclusion

Toutefois, malgré les échecs des politiques monétaires ayant appliqué strictement la doctrine monétariste, l'héritage de Friedman en matière de politique monétaire est important. Il a, en effet, imposé un certain nombre d'idées qui demeurent structurantes en matière de politique monétaire. Par sa critique de la courbe de Phillips, et le développement de l'idée de taux de chômage naturel, il a soutenu l'idée qu'il n'y avait pas d'arbitrage possible entre inflation et chômage et que, par conséquent, la mission de la politique monétaire est la stabilité des prix. La politique monétaire n'a donc pas à chercher à relancer l'activité, puisqu'elle ne provoque que de l'inflation. La lutte contre l'inflation est aujourd'hui, conformément au message de Friedman, au centre de la politique monétaire. Par ailleurs, le monétarisme a réhabilité les politiques monétaires par rapport aux politiques budgétaires, privilégiées par le keynésianisme.